

PROJET OFII LYON Moncey

2 rue Moncey – Lyon

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES LOT 01 A : CURAGE

Date : Octobre 2023

Phase : DCE

Version 1

Rédacteur : CD



Maitre d'ouvrage:

Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
44 rue Bargue
75015 PARIS

tertiAm
ARCHITECTURE
ARCHITECTE
TERTIAM Architecture
03 rue de Gramont
75002 PARIS
Tel : 01 40 25 90 00



**BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES
VIVIEN**
97 avenue Edmond Rostand
33700 MERIGNAC



CONTROLEUR TECHNIQUE
ALPES CONTRÔLES
17 avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE



BET ACOUSTIQUE
ITAC
5 rue Menou,
44000 Nantes
tél : 02 40 14 01 95



COORDINATION SPS
EXPER-TEAM
48 allée de Gagny
93340 LE RAINCY



BET STRUCTURE
INGENIERIE STRUCTURE
12, Rue Léon Fouré,
28300 MAINVILLIERS

Table des matières

CHAPITRE 1 – Prescriptions techniques générales	4
1.1 Généralités	4
1.1.1 Objet du présent document	4
1.1.2 Etendue des travaux.....	4
Généralités	4
Décrets et règlements	4
Démarches à entreprendre et études à établir.....	13
Avant tout commencement de ses travaux de curage, l'Entrepreneur du présent lot doit.....	13
Protections.....	14
Purge des réseaux	14
Voies publiques et voies privées	15
Personnel.....	15
Matériel	15
Mitoyens et voisinage	16
Mode d'exécution.....	16
Organisation du chantier	17
1.1.6 Obligation de résultat.....	17
1.1.7 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire	17
1.1.8 Vérification des documents	18
1.1.9 Supports	18
1.1.10 Plans d'exécution	18
1.2 Travaux préparatoires	18
Protections de locaux adjacents.....	18
Consignation des réseaux	19
Chapitre 2 : Description des ouvrages	19
2.1 Travaux de curage et dépose.....	19
2.1.1 Cloisons et doublages	19
2.1.2 Menuiseries intérieures	19

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

2.1.3 Revêtements muraux	20
2.1.4 Revêtements de sols	20
2.1.5 Faux-plafonds	20
2.1.6 Ouvrages de métallerie / serrurerie	21
2.1.7 Equipements sanitaires	21
2.1.8 Radiateurs	21
2.1.9 Réseau CVCD-Plomberie.....	22
2.1.10 Terminaux électriques	22
2.1.11 Réseau électrique.....	23
2.1.12 Ouvrages divers	23
2.1.13 Façade RDC	23



OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

CHAPITRE 1 – Prescriptions techniques générales

1.1 Généralités

1.1.1 Objet du présent document

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les travaux de de curage, Lot 01 nécessaires à l'aménagement des locaux de l'OFIL du présent marché, situé au 2 rue Moncey, 69003 Lyon.

1.1.2 Etendue des travaux

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- La dépose et le curage du bâtiment existant dans son intégralité au rdc.
- Le nettoyage général des salissures dues à l'exécution des travaux,
- L'Entrepreneur est chargé d'assurer la réalisation complète des ouvrages du présent lot, et ses prestations comprennent les travaux accessoires nécessaires découlant des études détaillées, même si ces travaux ne figurent pas sur les plans et documents.

Généralités

L'Entrepreneur du présent lot est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs qui s'appliquent à cette réalisation ainsi que les normes et documents qui régissent techniquement les travaux du présent C.C.T.P.

En cas de discordance entre ces différents documents, l'entreprise devra se rapprocher de la MOE afin de prendre en compte le bon document. Dans tous les cas, l'entreprise devra répondre au cas le plus défavorable car aucune prestation supplémentaire ne sera acceptée.

La liste des documents rappelée ci-dessous n'est pas limitative. Tous les documents en vigueur à la date de remise de l'offre sont réputés connus de l'Entrepreneur.

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur quelques textes de portées générales. L'ensemble de la réglementation étant applicable, l'Entrepreneur doit se reporter aux textes publiés par le R.E.E.F.

Décrets et règlements

L'Entrepreneur du présent lot est tenu de respecter l'ensemble des décrets, règlements et arrêtés en vigueur.


- Accessibilité aux personnes handicapées - Guide de bonnes pratiques à l'attention des maîtres d'ouvrage pour réaliser un diagnostic d'accessibilité des établissements recevant du public existants (BP P96-100, janvier 2010)
- Approche Performancielle : le chemin à parcourir pour en optimiser l'application à l'acte de construire (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3743, novembre 2013)
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant + rectificatif

- Arrêté du 17 octobre 2011 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 10 juin 1996 relatif à la majoration de l'assiette de la subvention et aux caractéristiques techniques des opérations de construction, d'amélioration ou d'acquisition-amélioration d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements ou des logements-foyers à usage locatif
- Arrêté du 18 août 2014 approuvant le plan national de prévention des déchets 2014-2020 en application de l'article L541-11 du code de l'environnement
- Arrêté du 18 février 2013 fixant le barème de l'aide financière prévue aux articles 1er, 2, 3 et 6 de la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis
- Arrêté du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 30 juillet 2003 modifié relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante + rectificatif
- Arrêté du 8 septembre 2009 modifié portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux + Rectificatif
- Balcons et coursives métalliques rapportés - Conception et mise en œuvre - Rénovation (Guide Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012, septembre 2013)
- Brise-soleil métalliques - Conception et mise en œuvre - Rénovation (Guide Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012, avril 2014)
- Circulaire conjointe n° 98-589 du 25 septembre 1998 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Circulaire du 20 décembre 2006 relative aux installations de stockage de déchets inertes
- Circulaire du 21 janvier 2004 relative à la maîtrise de l'urbanisme et adaptation des constructions en zone inondable
- Circulaire du 22 juillet 2013 relative à la territorialisation du plan de rénovation énergétique de l'habitat

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- Circulaire n° 2001-21 du 23 mars 2001 relative à la protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites
- Circulaire n° 2004-UHC/QC2/13 du 28 juin 2004 relative à l'application des règles de construction et à la qualité technique de la construction (en France métropolitaine) 
- Circulaire n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes
- Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 modifiée relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 3 Personnes handicapées ou à mobilité réduite - Articles L111-7 à L111-8-4, R111-18 à R111-19-30
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 4 Performance énergétique et environnementale et caractéristiques énergétiques et environnementales - Articles L111-9 à L111-10-4, R111-20 à R111-22-3
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 3 Lutte contre les termites - Articles L133-1 à L133-9, R133-1 à R133-8
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Législative) : Chapitre 2 Sanctions pénales - Articles L152-1 à L152-12
- CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION (Partie Réglementaire) : Chapitre 1 Règles générales - Section 10 Déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments - Articles R111-43 à R111-49
- CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Nouvelle partie Législative) : Titre 3 Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail - Chapitre 1 Salubrité des immeubles et des agglomérations - Articles L1331-1 à L1331-32
- CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Nouvelle partie Réglementaire) : Chapitre 1 Salubrité des immeubles et des agglomérations - Articles R1331-2 à R1331-11
- CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (Nouvelle partie Réglementaire) : Chapitre 4 Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores - Section 1 Lutte contre la présence de plomb - Section 2 Prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis - Section 3 Lutte contre le bruit - Articles R1334-1 à R1334-37
- CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 1 : Publicité, enseignes et préenseignes - Articles L581-1 à L581-45 et R581-1 à R581-88
- CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative et Réglementaire) : Chapitre 5 Dispositions particulières à certaines installations - Articles L515-1 à L515-42, R515-1 à R515-100
- CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : Chapitre 4 Mesures techniques nationales de prévention de la pollution atmosphérique et d'utilisation rationnelle de l'énergie - Articles L220-1 à L220-2, L224-1 à L224-2-1
- CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Réglementaire) : Chapitre 1 Lutte contre le bruit - Chapitre 2 Evaluation, prévention et réduction du bruit dans l'environnement - Articles R571-1 à R571-97, R572-1 à R572-3
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Livre 6 Dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme - Articles L600-1 à L600-10, R600-1 à R600-4

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 1 Règles générales d'utilisation du sol - Chapitre 1 Règles générales de l'urbanisme - Articles L111-1 à L111-12, R111-1 à R111-24, R111-50 à R111-50-1
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 1 Champ d'application - Articles L421-1 à L421-8, R420-1, R421-1 à R421-29
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 2 Compétence - Articles L422-1 à L422-8, R422-1 à R422-5
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 5 Opérations soumises à un régime d'autorisation prévu par une autre législation - Articles L425-1 à L425-13, R425-1 à R425-31
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 7 Dispositions particulières à Mayotte - Articles L427-1 à L427-2, R427-1 à R427-6
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative et Réglementaire) : Titre 2 Prévisions et règles d'urbanisme - Chapitre 3 Plans locaux d'urbanisme - Articles L123-1 à L123-20, R123-1 à R123-25
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative) : Titre 6 Contrôle de la conformité des travaux - Chapitre 1 Droit de visite et de communication - Article L461-1
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 1 Certificat d'urbanisme - Articles L410-1, R410-1 à R410-21, A410-1 à A410-5
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 3 Dépôt et instruction des demandes de permis et des déclarations - Articles L423-1, R423-1 à R423-74, A423-1 à A423-4
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 2 Dispositions communes aux diverses autorisations et aux déclarations préalables - Chapitre 4 Décisions - Articles L424-1 à L424-9, R424-1 à R424-23, A424-1 à A424-19
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 3 Dispositions propres aux constructions - Chapitre 1 Dispositions générales - Articles L431-1 à L431-4, R431-1 à R431-37, A431-1 à A431-11
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 4 Dispositions propres aux aménagements - Chapitre 1 Dispositions communes - Articles L441-1 à L441-3, R441-1 à R441-10, A441-1 à A441-10
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 5 Dispositions propres aux démolitions - Chapitre 1 Dispositions applicables aux permis de démolir - Articles L451-1 à L451-3, R451-1 à R451-6, A451-1 à A451-3
- CODE DE L'URBANISME (Partie Législative, Réglementaire et Arrêtés) : Titre 6 Contrôle de la conformité des travaux - Chapitre 2 Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement - Articles L462-1 à L462-2, R462-1 à R462-10, A462-1 à A462-4
- CODE DE L'URBANISME (Partie Réglementaire) : Titre 5 Dispositions propres aux démolitions - Chapitre 2 Décision - Chapitre 3 Modèles nationaux de demande et de décision - Articles R452-1 et R453-1

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- CODE DES ASSURANCES (Partie Arrêtés) : Titre 4 L'assurance des travaux de bâtiment - Article A243-1
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Législative et Réglementaire) : Titre 5 Dispositions particulières à certaines catégories de travailleurs - Chapitre 3 Jeunes travailleurs - Articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à D4153-48
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Législative et Réglementaire) : Titre 5 Dispositions particulières à certaines catégories de travailleurs - Chapitre 4 Salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et salariés temporaires - Articles L4154-1 à L4154-4, D4154-1 à D4154-6
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 1er Risques chimiques - Chapitre 2 Mesures de prévention des risques chimiques - Articles R4412-1 à R4412-164
- CODE DU TRAVAIL (Nouvelle Partie Réglementaire) : Titre 3 Bâtiment et génie civil - Chapitre 4 Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux - Articles R4534-1 à R4534-156
- CODE DU TRAVAIL (Partie Réglementaire) : Chapitre 1 Dispositions générales - Section 5 Prévention du risque chimique - Section 5 bis Mesures particulières de protection contre les risques liés à l'amiante - Articles R231-51 à R231-59-18
- Conception et mise en œuvre des clôtures et portails - Réalisation, entretien et sécurité (Guide pratique Aménagements urbains durables, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, novembre 2012)
- Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- Décret n° 78-394 du 20 mars 1978 modifié relatif à l'emploi des fibres d'amiante pour le flocage des bâtiments
- Directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE
- Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 du Parlement européen et du Conseil sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE
- DTU 14.1 (NF P11-221-1) (mai 2000) : Travaux de bâtiment - Travaux de cuvelage - Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Erratum (novembre 2000) (Indice de classement : P11-221)
- DTU 40.41 (NF P34-211-2) (septembre 2004) : Travaux de bâtiment - Couvertures par éléments métalliques en feuilles et longues feuilles en zinc - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P34-211-2)
- DTU 43.1 (NF P84-204-1-1) (novembre 2004) : Travaux de bâtiment - Etanchéité des toitures-terrasses et toitures inclinées avec éléments porteurs en maçonnerie en climat de plaine - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (septembre 2007) (Indice de classement : P84-204-1-1)
- DTU 43.5 (NF P84-208-1) (novembre 2002) : Travaux de bâtiment - Réfection des ouvrages d'étanchéité des toitures-terrasses ou inclinées - Partie 1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (septembre 2007) (Indice de classement : P84-208-1)
- DTU 43.5 (NF P84-208-2) (novembre 2002) : Travaux de bâtiment - Réfection des ouvrages d'étanchéité des toitures-terrasses ou inclinées - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P84-208-2)

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- Escaliers métalliques rapportés - Conception et mise en œuvre - Rénovation (Guide Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012, février 2014)
- GA X46-033 (août 2012) : Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7 - Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (Indice de classement : X46-033)
- GS 14 + 15 : Systèmes de canalisations à base de tubes en matériaux de synthèse : tubes semi-rigides en couronnes - Cahier des Prescriptions Techniques communes de mise en œuvre (Cahiers du CSTB, Cahier 2808-V2, novembre 2011)
- Guide de réhabilitation des maisons individuelles - Rénover avec le bois (mai 2013)
- Guide des salles d'eau accessibles à usage individuel dans les bâtiments d'habitation (juillet 2012)
- Guide pour l'amélioration de la protection incendie des bâtiments d'habitation existants - Organisation et démarche (BP X70-200, septembre 2005)
- Guide technique - Flocages à base d'amiante - Aide à la programmation et au choix des travaux, à destination des propriétaires et maîtres d'ouvrage (Cahiers du CSTB, Cahier 3223, mai 2000)
- Instruction du 4 juin 2013 relative aux évolutions du régime des aides de l'Anah et du programme Habiter mieux en 2013
- Instruction du Gouvernement du 28 mai 2014 relative au développement de la construction de logement par dérogation aux règles d'urbanisme et de la construction
- L'assurance construction - Mieux comprendre le système de l'assurance construction : l'assurance de dommages-ouvrage ; l'assurance de responsabilité décennale (Guide pratique Droit et construction, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, janvier 2012)
- Les déclarations environnementales de produits en Europe et dans le monde - Etude technico-économique (Recherche - Expertise, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, juin 2012)
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (extraits)
- Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement
- Loi n° 2011-725 du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer
- NF C15-100-07 (décembre 2002) : Installations électriques à basse tension - Titre 7 : Règles pour les installations et emplacements spéciaux + Mise à jour (juin 2005) + Amendement A1 (août 2008) + Amendement A2 (novembre 2008) + Amendement A3 (février 2010) + AC2 (novembre 2012) + Amendement A4 (mai 2013) (Indice de classement : C15-100-07)
- NF C18-510 (janvier 2012) : Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique - Prévention du risque électrique (Indice de classement : C18-510)
- NF DTU 24.1 P1 (février 2006) : Travaux de bâtiment - Travaux de fumisterie - Systèmes d'évacuation des produits de combustion desservant un ou des appareils - Partie 1 : Cahier des clauses techniques - Règles générales + Amendement A1 (décembre 2011) + Amendement A2 (décembre 2012) (Indice de classement : P51-201-1)

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

- NF DTU 24.2 P1-1 (décembre 2006) : Travaux de bâtiment - Travaux d'âtrerie - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques + Amendement A1 (décembre 2011) (Indice de classement : P51-202-1-1)
- NF DTU 26.2 P2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Marchés privés - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P14-201-2)
- NF DTU 33.1 P1-1 (mai 2008) : Travaux de bâtiment - Façades rideaux - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques types (Indice de classement : P28-002-1-1)
- NF DTU 39 P1-1 (octobre 2006) : Travaux de bâtiment - Travaux de vitrerie-miroiterie - Partie 1-1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P78-201-1-1)
- NF DTU 40.13 P2 (décembre 2009) : Travaux de bâtiment - Couvertures en ardoises en fibres-ciment - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P32-202-2)
- NF DTU 40.21 P2 (octobre 2013) : Travaux de bâtiment - Couverture en tuiles de terre cuite à emboîtement ou à glissement à relief - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P31-202-2)
- NF DTU 40.37 P2 (septembre 2011) : Travaux de bâtiment - Couverture en plaques ondulées en fibres-ciment - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P34-203-2)
- NF DTU 40.44 P2 (juillet 2007) : Travaux de bâtiment - Couverture par éléments métalliques en feuilles et longues feuilles en acier inoxydable - Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (Indice de classement : P34-214-2)
- NF DTU 52.1 P2 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés - Partie 2 : Cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P61-202-2)
- NF DTU 52.10 P2 (juin 2013) : Travaux de bâtiment - Mise en œuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage scellé - Partie 2 : Cahier des clauses administratives types (Indice de classement : P61-203-2)
- NF DTU 60.1 P2 (décembre 2012) : Travaux de bâtiment - Plomberie sanitaire pour bâtiments - Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types (Indice de classement : P40-201-2)
- NF E90-020 (juillet 2007) : Vibrations et chocs mécaniques - Méthode de mesurage et d'évaluation des réponses des constructions, des matériels sensibles et des occupants (Indice de classement : E90-020)
- NF EN 12811-1 (août 2004) : Équipements temporaires de chantiers - Partie 1 : échafaudages - Exigences de performance et étude, en général (Indice de classement : P93-501-1)
- NF EN 12812 (décembre 2008) : Étaisements - Exigences de performance et méthodes de conception et calculs (Indice de classement : P93-502)
- NF EN 14475 (janvier 2007) : Exécution de travaux géotechniques spéciaux - Remblais renforcés (Indice de classement : P94-326)
- NF EN 1504-9 (novembre 2008) : Produits et systèmes pour la protection et la réparation des structures en béton - Définitions, exigences et maîtrise de la qualité et évaluation de la conformité - Partie 9 : Principes généraux d'utilisation des produits et systèmes (Indice de classement : P18-901-9)

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- NF EN 15129 (janvier 2010) : Dispositifs antisismiques (Indice de classement : T47-700)
- NF EN 15459 (avril 2009) : Performance énergétique des bâtiments - Procédure d'évaluation économique des systèmes énergétiques des bâtiments (Indice de classement : P52-601)
- NF EN 15643-1 (décembre 2010) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation de la contribution au développement durable des bâtiments - Partie 1 : cadre méthodologique général (Indice de classement : P01-061-1)
- NF EN 15643-2 (mai 2011) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Evaluation intégrée de la performance des bâtiments - Partie 2 : cadre pour l'évaluation des performances environnementales (Indice de classement : P01-061-2)
- NF EN 15643-3 (avril 2012) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation des bâtiments - Partie 3 : cadre pour l'évaluation de la performance sociale (Indice de classement : P01-061-3)
- NF EN 15643-4 (juin 2012) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation des bâtiments - Partie 4 : cadre pour l'évaluation de la performance économique (Indice de classement : P01-061-4)
- NF EN 15804+A1 (avril 2014) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction (Indice de classement : P01-064)
- NF EN 15978 (mai 2012) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation de la performance environnementale des bâtiments - Méthode de calcul (Indice de classement : P01-067)
- NF EN 16309+A1 (novembre 2014) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Évaluation de la performance sociale des bâtiments - Méthodes de calcul (Indice de classement : P01-062)
- NF EN 16485 (juin 2014) : Bois ronds et sciages - Déclarations environnementales de produits - Règles de définition des catégories de produits en bois et à base de bois pour l'utilisation en construction (Indice de classement : B53-862)
- NF EN 1991-1-6 (novembre 2005) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution (Indice de classement : P06-116-1)
- NF EN 1991-1-6/NA (mars 2009) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-6 : Actions générales - Actions en cours d'exécution - Annexe nationale de la NF EN 1991-1-6 (Indice de classement : P06-116-1/NA)
- NF EN 1998-3 (décembre 2005) : Eurocode 8 - Calcul des structures pour leur résistance aux séismes - Partie 3 : Evaluation et renforcement des bâtiments (Indice de classement : P06-033-1)
- NF EN 62305-3 (décembre 2012) : Protection contre la foudre - Partie 3 : dommages physiques sur les structures et risques humains (Indice de classement : C17-100-3)
- NF EN ISO 16000-32 (septembre 2014) : Air intérieur - Partie 32 : Investigation sur la présence de polluants dans les bâtiments (Indice de classement : X43-404-32)
- NF ISO 15392 (décembre 2008) : Développement durable dans la construction - Principes généraux (Indice de classement : P01-051)

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

- NF ISO 15686-1 (juillet 2011) : Bâtiments et biens immobiliers construits - Conception prenant en compte la durée de vie - Partie 1 : principes généraux et cadre (Indice de classement : P00-004-1)
- NF ISO 16813 (avril 2007) : Conception des bâtiments - Espace intérieur - Principes généraux (Indice de classement : P01-040)
- NF ISO 16817 (mars 2012) : Conception de l'environnement des bâtiments - Environnement intérieur - Processus de conception de l'environnement visuel (Indice de classement : P01-044)
- NF P03-001 (décembre 2000) : Marchés privés - Cahiers types - Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés + Amendement A1 (novembre 2009) (Indice de classement : P03-001)
- NF P14-010-1 (février 2013) : Aménagement durable - Quartiers d'affaires - Partie 1 : Cadre général (Indice de classement : P14-010-1)
- NF P94-282 (mars 2009) : Calcul géotechnique - Ouvrages de soutènement - Écrans (Indice de classement : P94-282)
- NF P94-500 (novembre 2013) : Missions d'ingénierie géotechnique - Classification et spécifications (Indice de classement : P94-500)
- NF P95-102 (avril 2002) : Ouvrages d'art - Réparation et renforcement des ouvrages en béton et en maçonnerie - Béton projeté - Spécifications relatives à la technique et aux matériaux utilisés (Indice de classement : P95-102)
- NF P95-107 (avril 2002) : Ouvrages d'art - Réparation et renforcement des ouvrages en béton et en maçonnerie - Spécifications relatives aux techniques et aux matériaux utilisés (Indice de classement : P95-107)
- NF X31-620-4 (juin 2011) : Qualité du sol - Prestations de services relatives aux sites et sols pollués - Partie 4 : exigences dans le domaine des prestations d'exécution des travaux de réhabilitation (Indice de classement : X31-620-4)
- NF X46-010 (août 2012) : Travaux de traitement de l'amiante - Référentiel technique pour la certification des entreprises - Exigences générales (Indice de classement : X46-010)
- NF X46-011 (août 2012) : Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises (Indice de classement : X46-011)
- NF X46-020 (décembre 2008) : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020)
- NF X46-021 (août 2010) : Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-021)
- Orientations du 19 avril 2012 accompagnant le règlement délégué (UE) n° 244/2012 de la Commission du 16 janvier 2012 complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment
- P98-335 (mai 2007) : Chaussées urbaines - Mise en œuvre des pavés et dalles en béton, des pavés en terre cuite et des pavés et dalles en pierre naturelle (Indice de classement : P98-335)

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- Planchers et rupteurs de ponts thermiques - Conception et mise en œuvre (Guide pratique, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, mai 2013)
- Rapport au Président de la République du 9 décembre 2005 relatif à l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme
- Recommandation T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment (Télégrammes marchés publics, juin 2000)
- Règlement (UE) n° 305/2011 du 9 mars 2011 du Parlement européen et du Conseil établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil
- Règlement délégué (UE) n° 244/2012 de la Commission du 16 janvier 2012 complétant la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil sur la performance énergétique des bâtiments en établissant un cadre méthodologique comparatif de calcul des niveaux optimaux en fonction des coûts des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments et éléments de bâtiment
- Règles professionnelles Vérandas à structure aluminium (Règles SNFA, juillet 2011)
- Risques et litiges des marchés privés de travaux - Passation des marchés, exécution et réception des travaux, garantie de parfait achèvement (Guide pratique Droit et construction, CSTB Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, mai 2013)
- Vérandas - Entretien, maintenance (Règles SNFA, janvier 2005)
- XP P01-064/CN (avril 2014) : Contribution des ouvrages de construction au développement durable - Déclarations environnementales sur les produits - Règles régissant les catégories de produits de construction - Complément national à la NF EN 15804+A1 (Indice de classement : P01-064/CN).

Démarches à entreprendre et études à établir

Avant tout commencement de ses travaux de curage, l'Entrepreneur du présent lot doit :

- Faire des sondages pour connaître les murs et ouvrages porteurs et non porteurs.

Avant tout commencement de ses travaux de curage, l'Entrepreneur du présent lot doit

- Demander aux Administrations et Services Publics concernés, toutes les autorisations et interventions nécessaires concernant les fermetures de compteur d'eau, gaz, électricité et déplacement de ligne P.T.T. ou électriques, mise en place de panneaux d'avertissement de travaux condamnation des branchements d'égout, etc.
- Prendre contact avec les Architectes, Syndics et autres personnes responsables de la maintenance des immeubles mitoyens et informer le Maître d'Œuvre de toute correspondance émanant de ces derniers.
- Acquitter tous les droits de voiries, palissades et autres, sans jamais pouvoir prétendre à une indemnité.

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

CCTP LOT 01 A : CURAGE

Dossier de Consultation des Entreprises

Octobre 2023

- Prendre contact avec le Service des Mines et d'avoir tenu compte de tous les problèmes pouvant être soulevés par la présence de citernes à carburant. Il doit, avant tous travaux de démolition, procéder au dégazage et vidange des cuves et citernes, sans pouvoir prétendre à une indemnité. (Se reporter à l'article 01.3.3). (A01/10/025).

4
1

Protections

Il est à ce titre tenu compte des derniers règlements de police connus et fait application de tous ceux qui pourraient intervenir en cours de travaux.

Le personnel de chantier est équipé, suivant la réglementation de travail et porte un casque de sécurité d'un modèle homologué en permanence pendant toute la durée de sa présence sur le chantier. Tout manquement est consigné au Cahier de chantier SPS.

Les protections appropriées, sont mises en place et maintenues aussi longtemps que nécessaire, dès lors que l'on travaille en bordure d'une trémie ou d'une façade, contre ou sur les mitoyens et patrimoines voisins, de façon à exclure toute gêne aux occupants, tout risque de danger et de dégradation.

Des planchers et platelages intermédiaires sont installés chaque fois que cela est nécessaire, à la charge de l'Entrepreneur.

Purge des réseaux

Le présent lot doit, avant tout commencement des déposes :

- Toutes investigations nécessaires et toutes prestations indispensables à la préservation des réseaux conservés continuant à desservir les bâtiments en exploitation sur le site.

- La purge et la coupure de tous les réseaux non conservés de fluides pour éviter les explosions, incendies, asphyxies, inondations et électrocutions :

- Gaz.
- Eau froide et eau chaude.
- EU - EV - EP.
- Eau des réseaux de chauffage.
- Fluides techniques divers.
- Électricité.
- Etc...

À tout moment, il doit vérifier, à chaque niveau, de la bonne réalisation de ces purges et de ces coupures.

Il doit boucher toutes canalisations enterrées abandonnées par tous moyens appropriés et réglementaires à la nature des canalisations.

Avant d'effectuer toutes démolitions, dépose des câbles, canalisations et autres, il doit s'assurer que ceux-ci ne sont plus en service ; dans le cas où ceux-ci doivent être conservés en service, il doit en assurer le dévoiement.

OFII LYON Moncey

Groupeement TERTIAM Architecture

Voies publiques et voies privées

Les voies publiques et voies privées sont maintenues propres et nettoyées aussi souvent que nécessaire, avec un minimum d'une fois par jour aux abords immédiats du chantier. Les bennes sont suffisamment hermétiques et chargées avec modération, afin d'éviter les pertes de gravais ou autres. Les camions sont lavés avant leur sortie du chantier.

Les travaux sont exécutés de telle manière qu'ils ne représentent jamais une entrave ou un risque, pour la libre circulation des véhicules ou des piétons, sur les voies privées et publiques.

Le titulaire doit la construction complète des pare-gravais conformément aux règlements de sécurité et sous sa propre responsabilité, dès le début des travaux.

Un balisage réglementaire est effectué, à l'aide de panneaux "DANGER TRAVAUX", "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC", etc. pour la journée et d'un éclairage de signalisation pour la nuit. Ce balisage est suffisamment important pour attirer l'attention et signaler toute présence de matériaux, matériels, etc.

Il peut être éventuellement exigé, sans indemnité supplémentaire :

- Un gardien et homme de trafic sur le trottoir, lequel est chargé de canaliser la circulation, tant des passants que des véhicules et de guider les manœuvres des engins et camions, entre le chantier et la voie publique, ou pendant les phases de travaux effectués à proximité de la voie publique.

- Le traçage de passages piétons provisoires pour dévier les piétons sur le trottoir d'en face y compris frais de suppression en fin de travaux T.C.E.

Les installations de chantier sur la voie publique ne doivent pas déborder de l'alignement qui est autorisé par les services compétents.

Personnel

Les travaux sont conduits par un chef hautement qualifié, présent en permanence sur le chantier et équipé constamment d'un téléphone portable GSM branché et avec messagerie.

Au-delà de 10 ouvriers intervenant sur le chantier, il est prévu 2 chefs d'équipes minimum, ou 1 chef d'équipe minimum par groupe de 10 ouvriers.

L'Entreprise est responsable de ses employés sur le chantier et aux abords, pendant les heures de travail.

Les frais de personnel sont inclus dans les prix de l'Entreprise y compris toutes indemnités de panier, travaux insalubres, grande hauteur, sous-œuvre, etc.

Matériel

Le gros matériel est en parfait état de fonctionnement et conforme aux normes en vigueur en ce qui concerne l'insonorisation. Le petit matériel tel que : étais, échafaudages, agrès, etc. doit être mis en œuvre conformément aux règles de sécurité les plus récentes et aux exigences du Bureau de Contrôle, de l'Inspection du Travail et du Coordonnateur SPS.

En dehors des heures de travail, tout engin laissé en place tant sur la voie publique que sur le chantier, est neutralisé soit au moyen d'une serrure ou d'une clé de contact interdisant toute manœuvre du véhicule et sa présence doit être signalée dans les conditions énumérées ci avant.

Le stockage des hydrocarbures est effectué conformément aux règlements de police et fait, s'il y a lieu, l'objet d'une déclaration à la Préfecture. Les assurances nécessaires sont prises à cet effet. Aucun hydrocarbure ne doit être stocké dans et à proximité immédiate du bâtiment conservé et à démolir.

Afin de supprimer tout risque d'incendie, l'Entrepreneur ou un de ses collaborateurs nommément désignés est tenu de faire chaque soir un tour de ronde complet du chantier.

Mitoyens et voisinage

L'Entrepreneur du présent lot doit prendre toutes précautions pour ne pas causer de nuisance aux occupants des immeubles avoisinants du fait du bruit, de la poussière, etc.

Côtés mitoyens et le long des voies publiques et privées, et sur toutes façades et pignons côtés bâtiments contigus conservés, l'Entrepreneur doit la construction complète de pare-gravois conformément aux règlements de sécurité et sous sa propre responsabilité, dès le début des travaux.

Il doit toutes les sujétions d'exécution concernant les précautions à prendre, de manière à éviter tous les dégâts aux constructions voisines et aux ouvrages conservés :

- Ébranlement.
- Dégradations de toutes sortes.
- Fissurations.
- Effondrements.
- Dégâts des eaux.
- Etc...

Mode d'exécution

L'exécution de tous les travaux de curage, étaitements, confortements, enlèvements de gravois sont exécutés par tous moyens réglementaires appropriés, au choix de l'Entrepreneur, soit manuellement, soit mécaniquement, compte tenu de la nature des matériaux, pour travaux effectués :

- Par petites parties.
- Dans l'embarras des étais.

Sont interdits par abattage ou renversement des grandes portions.

Mais à l'exception de l'explosif et de la boule dont les emplois sont interdits. De même à l'intérieur du bâtiment, les démolitions par abattage ou renversement de grandes portions sont interdites.

En ce qui concerne la destruction des matériaux par le feu, l'Entrepreneur est tenu de se soumettre aux règlements et notamment aux règlements sanitaires de la Ville de LYON.

Sauf accord écrit du Maître d'Œuvre ou des Compagnies Concessionnaires, tout matériel pouvant faire l'objet de contrat de location, (compteurs, échangeurs thermiques, groupes électrogènes, citernes, etc.)

ne peuvent en aucun cas être enlevés par l'Entrepreneur. Il se charge de toutes démarches et recherches auprès de ces Compagnies.

Organisation du chantier

L'Entrepreneur est seul responsable de l'organisation du chantier, des travaux et prestations le concernant, il est réputé connaître l'ensemble des dispositions réglementaires, lois, décrets, ordonnances de police, règlements de travail, qu'il est tenu d'observer.

Il règle toutes les contraventions éventuelles de la Préfecture de police, pour la non-observation des règlements en vigueur.

La vente de matériaux sur le chantier est interdite.

1.1.6 Obligation de résultat

L'entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits dans le CCTP propre au lot considéré.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales de tous les documents et leurs annexes. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. L'entrepreneur doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et à ses annexes, aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant exercer une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

1.1.7 Décomposition du Prix Global et Forfaitaire

Un Cadre de D.P.G.F est joint au dossier d'appel d'offres et **doit obligatoirement servir à** la remise de prix des entrepreneurs. Des quantités peuvent être données à titre indicatif dans les CCTP et DPGF, mais celles-ci doivent être vérifiées par l'entrepreneur. Les quantités sont portées par l'entreprise elle-même. Les erreurs éventuelles de quantités relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global et forfaitaire.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre, avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant

partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

1.1.8 Vérification des documents

L'entreprise candidate est tenue de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui sont remis en vue de l'établissement de son offre de prix et de signaler dans le cadre de réponse technique qui sera jointe avec l'offre de l'Entreprise, le cas échéant, au Maître d'ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre les erreurs, contradictions ou omissions qu'elle pourrait constater et pour lesquelles ceux-ci communiqueront leurs décisions dans les plus brefs délais.

Dans le cas où des anomalies ne se révéleraient qu'après remise des offres, le coût des travaux qui en découleraient sera au frais et risques des entreprises.

Dans le cas où des incohérences entre les documents constituant le Dossier de Consultation des Entreprises seraient relevées, la solution la plus contraignante prime, le coût des travaux étant intégré dans l'offre globale et forfaitaire de l'entreprise.

1.1.9 Supports

Le titulaire du présent lot est responsable de la réception et de la qualité des supports.

La mise en œuvre de ses propres ouvrages implique que les supports sont acceptés par lui et qu'ils sont, en tout point, conformes aux règles de l'art et à ses demandes.

1.1.10 Plans d'exécution

L'entrepreneur doit l'établissement des plans d'exécution et d'atelier, qui doivent être soumis pour accord à l'architecte et au Bureau de Contrôle. Ils doivent être fournis par l'entrepreneur dans les 15 jours qui suivent la notification du marché. Les plans d'exécution doivent être cotés et fournis à une échelle permettant la bonne visibilité et compréhension de tous les éléments constructifs.

Ces plans et dessins devront faire apparaître tous les détails de l'exécution.

1.2 Travaux préparatoires

Protections de locaux adjacents

Fourniture et pose de protections verticales et horizontales des locaux adjacents représentant un risque, par bâche polyane de 200 microns minimum selon hauteur et scotch de fixation y compris pose, dépose, modification en cours de chantier, fourniture nouvelle bâche en cas de trous ou déchirures, nettoyage en cours de chantier, enlèvement en fin de chantier, etc...

Fourniture et pose de protection des sols par plaques de CTB-X ou Isorel dur y compris nettoyage en cours de chantier, enlèvement en fin de chantier, etc...

Localisation :

Suivant les zones d'intervention + plans d'installation de chantier et risques des locaux concernés.

Consignation des réseaux

La consignation des réseaux existants si pas réalisé durant la première phase « curage », fluides, électricité, eau, chauffage, téléphone, informatique, etc., sera à la charge du présent Lot 01 curage.

19

Chapitre 2 : Description des ouvrages

2.1 Travaux de curage et dépose

2.1.1 Cloisons et doublages

Démolitions et déposes de l'ensemble des cloisons de distribution de toutes natures (cloison en agglomérés, en briques, en plaques de plâtre, en bois, de doublages (sauf au niveau des façades ext), cloisonnement dit métallique en treillis soudé, les habillages de descentes diverses, cloisonnements de placards, gaines diverses, toutes cloisons non maçonnées, isolants thermiques et phoniques, encoffrements, soffites (sauf les habillage CF au niveaux des fers métalliques), de toutes natures et de toutes épaisseurs, tout éléments maçonnés non-structurels (gaine par exemple)

Y compris :

- Dépose des portes lorsque celle-ci se situent sur les cloisons à démolir (cf point suivant)
- Dépose des éléments fixés sur les cloisons (miroirs et signalétique par exemple)
- Piquages des supports pour les débarrasser de toutes parties non adhérentes ou en saillies,
- Tri sélectif et évacuation des gravois aux décharges publiques.

Localisation :

Intégralité des cloisons et doublages du bâtiment répartis sur l'ensemble des niveaux sauf WC RDC et Cuisine

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans curage architecte

2.1.2 Menuiseries intérieures

Déposes d'ouvrages de menuiseries intérieures à un ou plusieurs vantaux non conservés tels que portes de distribution, portes de circulation, portes de recoupement, compris huisseries, portes de placards, portes de gaines, trappes de gaines, châssis vitrés, plans de vasques, encoffrements, emmarchements, etc..., compris tri sélectif et évacuation des gravois aux décharges publiques.

Localisation :

Intégralité des menuiseries intérieures du bâtiment répartis sur l'ensemble des niveaux sauf WC RDC et Cuisine RDC

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans Curage architecte

2.1.3 Revêtements muraux

Déposes et évacuations, par tous moyens appropriés, des revêtements muraux, existants non conservées de toutes natures (faïence, ...) et de toutes dimensions, y compris :

- Dépose des éléments fixés (miroirs et signalétique par exemple).
- Sujétions pour la réalisation des piquages des supports pour les débarrasser de toutes parties non adhérentes ou en saillies.
- Sujétions pour la réalisation des rebouchages des trous et saignées, des reprises d'enduits en murs et plafonds nécessaires à la sécurité du chantier après curages et déposes.
- Dépose du crépi des murs du RDC et en sous face de l'escalier, arrêtes de l'escalier compris.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité des revêtements muraux du bâtiment répartis sur l'ensemble du RDC

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans architecte

2.1.4 Revêtements de sols

Déposes de l'ensemble des revêtements de sols existants de toute nature et de toutes épaisseurs (sols durs, sols souples, etc..., compris plinthes etc...) jusqu'au niveau de la chape (ne pas la déposer), compris tri sélectif et évacuation des gravois aux décharges publiques. Y compris ponçage de la colle si nécessaire pour avoir un sol fini lisse capable de recevoir un autre revêtement de sol

Localisation :

Intégralité des revêtements de sol du bâtiment sauf WC RDC et Cuisine RDC :

- Sols carrelés

Liste non-exhaustive

Selon plans Curage architecte

2.1.5 Faux-plafonds

Déposes et curage de l'ensemble des faux plafonds, doublages en plafond et isolant de toute nature et de toutes épaisseurs (sauf les protections au feu CF et flocage), y compris :

- En plusieurs couches, isolants en sous-face de dalles non conservées
- Joues, soffites, caissons, encoffrements, habillages divers, gaines et conduits, etc.
- Supports de fixation
- Tri sélectif et évacuation des gravois aux décharges publiques.

Localisation :

Intégralité des faux-plafonds existants du bâtiment répartis sur l'ensemble des niveaux

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

OFII LYON Moncey

Groupement TERTIAM Architecture

Selon plans architecte

2.1.6 Ouvrages de métallerie / serrurerie

Déposes de l'ensemble des ouvrages intérieurs de métallerie non conservés, compris tri sélectif et évacuation des gravois aux décharges publiques.

Localisation :

Intégralité des ouvrages répartis sur l'ensemble des niveaux hors garde-corps

Liste non-exhaustive

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans Curage architecte

2.1.7 Equipements sanitaires

Déposes et évacuations, par tous moyens appropriés, d'équipements sanitaires suivant nécessiter.

Compris toutes sujétions pour :

- Dépose des réseaux apparents après neutralisation et purge de ceux-ci
- La réalisation des rebouchages des trous et saignées, les reprises d'enduits en sols, murs, plafonds nécessaires à la sécurité du chantier.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité des équipements sanitaires hors WC RDC

Liste non-exhaustive

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans Curage architecte

2.1.8 Radiateurs

Dépose et évacuations, par tous moyens appropriés, des radiateurs.

Compris toutes sujétions pour :

- Dépose des réseaux apparents après neutralisation et purge de ceux-ci
- La réalisation des rebouchages des trous et saignées, les reprises d'enduits en sols, murs, plafonds nécessaires à la sécurité du chantier.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité des radiateurs existants du RDC

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans architecte

2.1.9 Réseau CVCD-Plomberie

Dépose et évacuations, par tous moyens appropriés, des réseaux CVCD-Plomberie.

Compris toutes sujétions pour :

- Dépose des réseaux après neutralisation et purge de ceux-ci
- La réalisation des rebouchages des trous et saignées, les reprises d'enduits en sols, murs, plafonds nécessaires à la sécurité du chantier.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité des réseaux CVCD du bâtiment, répartis sur l'ensemble des niveaux sauf CLIM, VMC, Cuisine RDC, WC RDC et SS-1

- Grilles de ventilations
- Réseaux ECS et EF des bureaux
- Réseaux EU et EV des bureaux

Liste non-exhaustive

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans architecte

2.1.10 Terminaux électriques

Dépose et évacuations, par tous moyens appropriés, des terminaux électriques

Compris toutes sujétions pour :

- Dépose des réseaux apparents après neutralisation de ceux-ci
- La réalisation des rebouchages des trous et saignées, les reprises d'enduits en sols, murs, plafonds nécessaires à la sécurité du chantier.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité des terminaux électriques du bâtiment répartis sur l'ensemble des niveaux hormis SS-1, Cuisine RDC et WC RDC

- Prises
- Interrupteurs
- Luminaires
- BAES

Liste non-exhaustive

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans architecte

2.1.11 Réseau électrique

Dépose et évacuations, par tous moyens appropriés, des réseaux électriques hormis le TGBT de l'immeuble qui se trouve au R+1.

Compris toutes sujétions pour :

- Dépose des réseaux après neutralisation de ceux ci
- La réalisation des rebouchages des trous et saignées, les reprises d'enduits en sols, murs, plafonds nécessaires à la sécurité du chantier.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité des réseaux électriques du bâtiment, répartis sur l'ensemble des niveaux hormis SS-1, Cuisine RDC et WC RDC

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans architecte

2.1.12 Ouvrages divers

Dépose, curage et évacuation, par tous moyens appropriés, d'ouvrages divers, intérieurs, (placard, mobilier fixé au mur...), y compris sous dalle (conduits, souches, gaines, etc....) suivant nécessité.

Compris toutes sujétions pour :

- La réalisation des rebouchages des trous et saignées, les reprises d'enduits en sols, murs, plafonds.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Intégralité du bâtiment sur l'ensemble du rdc

Hors matériaux contenant de l'amiante ou du plomb

Selon plans architecte

2.1.13 Façade RDC

Dépose, curage et évacuation, par tous moyens appropriés, le mur rideau de la façade au rdc donnant sur l'extérieure.

Compris toutes sujétions pour :

- Fermeture et mise en place de protection contre intempérie et dégradation intérieure par des panneaux OSB.
- Tri sélectif et évacuations des gravois à la décharge.

Localisation :

Façade du RDC donnant sur l'extérieur